

# QUAND LE VENT DE LA COLERE SE LEVE...

**Personne ne nous défendra ! Personne ne s'organisera à notre place !**

**Comité pour l'auto-organisation [comautorg@gmail.com](mailto:comautorg@gmail.com)**

**Les dernières décennies ont compté leur lot d'attaques cassant toujours un peu plus les conditions de vie et de travail des travailleurs.** L'offensive gouvernementale et patronale actuelle est plus radicale que les précédentes. Les ordonnances gouvernementales liquident le code du travail et les conventions collectives. C'est le retour aux conditions d'exploitation du 19ème siècle avec des contrats individualisés ou propres à chaque entreprise. Les manif organisées par les Syndicats le 12 septembre ou la France Insoumise, le 23, ne sont pas considérées par le gouvernement comme un danger. D'ailleurs, il continue sur sa lancée. Casse des systèmes de protection sociale, attaques contre les retraites, contre le statut des fonctionnaires, contre la dotation des ministères, contre l'hôpital public et rachat de la dette SNCF avec pour contrepartie la liquidation du statut cheminots ! C'est une attaque sans précédent !

**Les sempiternels défilés et négociations des bureaucraties syndicales ne nous permettront pas de nous défendre. Cette situation nous contraint à mener une lutte politique, une lutte de classe contre la bourgeoisie,** son gouvernement et son Etat. Mais à cela la bourgeoisie et le gouvernement se préparent aussi. Ils liquident la démocratie bourgeoise jugée insuffisante pour faire face aux luttes de classes que leurs politiques antisociales et anti-démocratiques déclencheront inévitablement. C'est la raison même de l'Etat d'urgence et de sa transposition dans le cadre législatif qui, sous prétexte de lutte anti-terroriste, permet de porter atteinte aux quelques libertés démocratiques concédées aux travailleurs. La démocratie bourgeoise se mue de plus en plus en régime autoritaire, en un Etat fort au service des capitalistes faisant un pas de plus vers une dictature ouverte du capital. La bourgeoisie française a déterré la hache de la guerre de classes.

**La politique actuelle des capitalistes en France, comme dans le reste du monde, est dictée par l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme mondial depuis 2007.** La crise des subprimes a été le déclencheur d'un effondrement majeur dont l'intensité dépasse celui de 1929. Seule l'intervention étatique massive et mondiale a permis d'enrayer momentanément le Krach, repoussant seulement l'échéance de l'effondrement. Depuis, la situation a été loin de s'améliorer. Les investissements productifs privés n'ont toujours pas repris. Il est plus rentable de spéculer sur les dettes privées comme publiques, sur la chute d'une monnaie ou d'un Etat, que d'investir dans la production. L'excès de capitaux entraîne une partie de plus en plus grande de ceux-ci à se détourner de la sphère productive. Aussi la majeure partie des investissements privés sont devenus des investissements spéculatifs. Investissements soutenus par ailleurs par l'injection toujours plus massive de liquidités en argent public. Les conséquences sont désastreuses. Licenciements et fermetures dans le privé tandis que l'Etat, emboîtant le pas, casse les services publics au détriment des populations. Le désengagement massif des capitaux privés de la sphère de production et l'endettement massif des Etats créent les conditions d'un Krach bien plus violent que le précédent. Les Etats ne disposeront plus comme en 2008-2010 des milliers de milliards de dollars d'argent public pour les sauver une nouvelle fois. C'est la banqueroute et le lock-out généralisés qui se profilent à l'horizon. Dans de telle situation, peuvent émerger des révolutions que les capitalistes seront prêt à détourner et à écraser.

**Pour se prémunir de potentiels risques révolutionnaires et éviter une lutte ouverte entre exploités et capitalistes, Etats et gouvernements s'emploient à substituer à la lutte des classes la lutte des nations, des races, des religions, des ethnies, des communautés.** D'où la recrudescence des politiques racistes, anti-Roms, anti-migrants, anti-banlieues, anti-jeunes, aggravées par ailleurs dans la nouvelle mouture de l'Etat d'urgence, dans la nouvelle loi contre les migrants, dans les nouveaux discours nationalistes, blancs, guerriers et religieux des politiciens. Cette guerre de classe trouve son prolongement dans l'Etat d'urgence et les guerres impérialistes de la France au Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Libye, Irak, Afghanistan et Ukraine... L'Etat d'urgence est une étape vers l'Etat de guerre permanent et généralisé (intérieur et extérieur) contre le prolétariat mondial ! Les agressions militaires actuelles contre les peuples par les impérialismes ne font que préparer une guerre généralisée, qui menace de s'étendre à la Corée du Nord, à la Chine et à la Russie, c'est-à-dire de devenir la troisième guerre inter-impérialiste mondiale ! Les guerres grandissent au rythme des craintes des classes possédantes face à la menace montante d'une révolution sociale ! Nous ne devons avoir aucune illusion sur les réactions des bourgeoisies. Par

*« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »*

deux fois, par crainte de la révolution, elles n'ont pas hésité à entraîner le monde dans le militarisme, les dictatures, les fascismes et la guerre mondiale et envoyer mourir des millions de prolétaires pour la nation, la démocratie ou pour une religion... Notre principal ennemi est celui-là même qui veut nous entraîner dans la guerre : c'est « notre » Bourgeoisie et l'Etat.

**Nous sommes confrontés à une situation qui dépasse le simple fait de défendre son emploi, son salaire, sa retraite.** Alors que l'attaque est globale, que le capitalisme hypothèque l'existence même de l'humanité, les syndicats ont, sans discontinuer, refusé une riposte d'ensemble, refusé de proposer autre chose que des journées d'action, refusé de relier les diverses luttes entre elles (séparant la privatisation de la SNCF de la loi El Khomri ou de la lutte des hôpitaux, par exemple), refusé d'unifier les luttes économiques et politiques, refusé d'unifier les travailleurs contre la chasse aux migrants et contre les guerres de l'impérialisme français... A aucun moment les syndicats ne remettent en cause la direction capitaliste de la société.

**Le syndicalisme réformiste (CFTC, CGT, FO, SUD, UNSA ...) a rejeté depuis la première guerre mondiale le syndicalisme de lutte de classes.** Ce syndicalisme défendait le contrôle des salariés et de la population travailleuse sur les grandes entreprises et la vie politique en lieu et place des capitalistes. Son drapeau était l'abolition du salariat, l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la république des comités de travailleurs. Les confédérations actuelles sont toutes respectueuses de la république bourgeoise et de la propriété privée des moyens de production. Propriété au nom de laquelle nous sommes licenciés, jetés à la rue et pour les « plus chanceux » poussés à vivre de plus en plus une vie de pauvreté et de précarité malgré un travail.

**L'échec des luttes de ces dernières années n'est pas à aller chercher plus loin.** Elles sont sabotées par les bureaucraties syndicales avec l'aide de la gauche pseudo radicale (PCF, Parti de Gauche et maintenant la France insoumise) et de l'extrême gauche opportuniste (AL, CNT, LO, NPA, POI...) pour qui, malgré leur opposition de façade ou critiques, ne contestent jamais la direction des luttes aux bureaucraties qu'elles se contentent de conseiller ou sur lesquelles elles essaient de faire pression ! Les bureaucrates sont grassement remerciés. Macron a même proposé d'augmenter les sommes allouées par l'Etat aux centrales syndicales qui dépassent de loin le montant des cotisations syndicales des salariés : on ne récompense que ceux qui vous aident.

**S'appuyer sur les appareils syndicaux ne permettra pas d'organiser les travailleurs pour une lutte prolétarienne. La situation réclame que nous nous réunissions et nous organisions en un réseau de comités d'usines et de quartier !** Nous avons besoin de nous parler, d'échanger nos avis, de nous entraider, de nous consulter mutuellement sur nos objectifs et sur notre appréciation de la situation. En somme nous assembler mais pour cela nous devons briser toutes les barrières dressées artificiellement entre nous : entre salariés en fixe et précaires, privé et public, jeunes et vieux, hommes et femmes, CDI et CDD, prestataires et salariés des trusts, actifs et chômeurs, nationaux ou non, salariés déclarés et non déclarés, exploités et auto-exploités (auto-entrepreneurs ou uberisés)... Attaqués tous ensemble, nous devons préparer une lutte de classes qui ne craigne pas de remettre en cause l'ordre social et politique et la sacro-sainte propriété privée des capitalistes.

**Notre planche de salut n'est pas une énième république bourgeoise où le droit de propriété permettra toujours de licencier et de jeter à la rue des millions de prolétaires.** C'est de renouer avec l'expérience des communards en 1871, du prolétariat russe en 1917 ou espagnol en 1936. A la république bourgeoise nous devons opposer la fédération des comités de travailleur et de la population laborieuse. Pour cela, il faut constituer des comités dans les entreprises, les banques, sur tous les lieux de travail, dans les quartiers, les villes et les fédérer afin que les travailleurs et la population laborieuse contrôlent et dirigent la vie économique et politique directement par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

C'est ce but que nous, **Comité pour l'Auto-Organisation**, tentons de soutenir par nos réunions et notre action. Rejoignez-nous!

**Comité pour l'auto-organisation**      [comautorg@gmail.com](mailto:comautorg@gmail.com)

Le 11 septembre 2017